

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et du Loir-et-Cher  
ZA n°2 des Ailes  
25-26 rue des Ailes  
37210 PARCAY MESLAY

Blois, le 21/10/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/09/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **MBDA France**

La Chaudronne  
route départementale 75  
41300 SELLES ST DENIS

Références : 2022-1057  
Code AIOT : 0010001789 VAT20220591

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/09/2022 dans l'établissement MBDA France implanté La Chaudronne Route départementale 75 41300 SELLES ST DENIS. L'inspection a été annoncée le 15/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection a eu lieu à la suite de l'organisation d'un exercice dont le but était de tester le POI et son articulation avec le PPI. Le scénario d'accident était : " Feu de chariot dans le bâtiment 12 qui se propage au magasin inerte et menace de se propager en zone pyrotechnique".

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MBDA France
- La Chaudronne Route départementale 75 41300 SELLES ST DENIS
- Code AIOT : 0010001789
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

L'activité principale du site est la production de missiles.

## **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- POI et son articulation avec le PPI

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	POI mise à jour	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100	/	Sans objet
2	POI exercices	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100	/	Sans objet
3	SGS gestion des situations d'urgence	Code de l'environnement du 26/05/2014, article Annexe I point 5	/	Sans objet
4	Formation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
5	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	/	Sans objet
6	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	/	Sans objet
7	POI Test	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100	/	Sans objet
8	Contenu POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V a)	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : POI mise à jour**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Fréquence de mise à jour du POI
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> I.-Afin d'atteindre les objectifs énoncés à l'article L. 515-41, le plan d'opération interne définit, notamment, les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens mis en œuvre par l'exploitant de nature à : 1° Contribuer à fournir à l'autorité compétente les informations nécessaires à l'établissement des plans d'urgence et à la détermination des mesures et des obligations incombant à l'exploitant mentionnées au III ; 2° Assurer, en ce qui concerne l'exploitant, la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur. Ce plan est établi avant la mise en service. Il est [...] mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans. II.-Il est, par ailleurs, réalisé pour la première fois ou mis à jour : 1° Dans un délai raisonnable : a) Avant la mise en service d'un nouvel établissement relevant du régime défini à la présente sous-section ; b) Avant la mise en œuvre de modifications des installations ou des activités entraînant un changement de l'inventaire des substances dangereuses de l'établissement ayant pour conséquence de le faire entrer dans le régime défini à la présente sous-section ; c) Avant la mise en œuvre de modifications pouvant avoir des conséquences importantes sur le plan des dangers liés aux accidents majeurs ; 2° Dans le délai de deux ans à compter de la date où un établissement entre dans le régime défini à la présente sous-section, pour d'autres raisons que celles mentionnées au 1° ; 3° A la suite d'un accident majeur. La mise à jour tient compte des modifications intervenues dans les installations concernées, des nouvelles connaissances techniques et des connaissances concernant les mesures à prendre en cas d'accidents majeurs ainsi que du retour d'expérience.
<b>Constats :</b> Pas de non respect constaté. Le POI a été mis à jour et date du 15/04/2022
<b>Observations :</b> La version du POI date bien de moins de 3 ans
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : POI exercices**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Fréquence des exercices POI
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an [...]
<b>Constats :</b> Pas de non respect constaté. Plusieurs exercices avec des thèmes variés ont lieu dans l'année et des compte-rendus sont rédigés
<b>Observations :</b> Exercice du 12/10/2021 au droit du bâtiment 18 avec le SDIS en heures ouvrées. Feu d'un engin de manutention se propageant à l'enceinte pyrotechnique Exercice du 05/07/2022 au droit du bâtiment 8 avec le SDIS en heures ouvrées. Emanation de fumées avec évacuation du personnel Un exercice a également eu lieu hors heures ouvrées début 2021
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : SGS gestion des situations d'urgence

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 26/05/2014, article Annexe I point 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS : Gestion des situations d'urgence
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>5. Gestion des situations d'urgence [...] des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée. Ces procédures font l'objet : - d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ; - de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.</p>
<b>Constats :</b> Pas de non respect constaté
<p><b>Observations :</b> Une procédure gestion de crise existe et décrit les 3 niveaux de gestion des alertes et des crises. Les rôles et les membres de la cellule de crise sont décrits, un RETEX est prévu pour chaque crise.</p> <p>Une procédure ESI existe, elle définit les rôles et la composition de l'équipe ESI ainsi que la procédure d'intervention</p> <p>L'amélioration continue est également décrite pour la gestion du POI (organisation des tests, Formation y compris pour les entreprises extérieures, prise en compte du REX, mise à jour POI)</p> <p>Une note décrit le traitement des situations d'urgence hors période ouvrable avec un système d'astreinte. Il est prévu une formation des cadres d'astreinte</p> <p>Une liste est établie pour recenser les responsables par bâtiment. Elle définit leur rôle (en activité normale comme en situation de crise) ainsi que celui des serres-files et guides-files</p> <p>Le POI contient des fiches réflexes pour le DOI, le cadre d'astreinte et le chef de poste</p> <p>Le POI décrit qui peut endosser la responsabilité de DOI.</p> <p>L'inspection a été réalisée à la suite de l'exercice POI/PPI dont le scénario était : " Feu de chariot dans le bâtiment 12 qui se propage au magasin inerte et menace de se propager en zone pyrotechnique"</p> <p>L'articulation POI / PPI a été analysée : présence de l'inspecteur en début d'exercice au poste de sécurité (2 gardiens= chefs de poste) pour voir le respect de la déclinaison des actions issues des fiches réflexes du chef de poste puis en salle de crise exploitant dès lors qu'elle a été créée pour examiner les actions du DOI et le lien avec le COD et le PC pompiers</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : Formation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Formation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
<b>Constats :</b> Pas de non respect constaté
<b>Observations :</b> Tous les salariés ont un accueil SSE de 2h (en particulier les procédures d'urgence sont abordées) ESI : formation initiale + recyclage tous les 4 ans animés par le responsable SSE et Moyens Généraux + exercices mensuels Entreprises extérieures : 1 entreprise de concernée pour la maintenance multi-technique avec 5 salariés en permanence sur site -formation pyrotechnique de dispensée (3.5 j avec un recyclage tous les 5 ans) Tous les salariés sont par ailleurs formés équipier de première intervention : maniement extincteurs Formation +exercice minimum annuel pour les membres de la cellule de crise Les formations sont enregistrées sur le système informatique et les plans formation annuels sont vus par les managers
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Etat des stocks**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des matières stockées pour les services de secours
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance. [...]</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p>
<b>Constats :</b> Pas de non respect constaté. L'exploitant dispose d'un état à jour des produits explosifs stockés. Le POI reprend les quantités maximales stockables au niveau de chaque bâtiment.
<p><b>Observations :</b> Il existe un état des stocks renseigné post-lubrizon pour les soutes journalières (stockage temporaire) soit pour les bâtiments 7-10/11 et 27. Les quantités sont exprimées en eq TNT et qté de matière active nette.</p> <p>Un état des stocks pour les soutes existe sous SAP qui peut être extrait sous excel et est disponible au personnel d'astreinte même à distance.</p> <p>L'état des stocks n'est pas présent au poste de garde (raison de confidentialité)</p> <p>Le site de Bourges peut récupérer aussi ces informations</p> <p>Pour les ateliers d'intégration info présente au niveau des chefs d'équipe</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Etat des stocks**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des matières stockées pour le grand public
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> 2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.
<b>Constats :</b> Pas de non respect constaté
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Test d'un scénario POI – test de la mise en œuvre des moyens de lutte
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>          I.-Afin d'atteindre les objectifs énoncés à l'article L. 515-41, le plan d'opération interne définit, notamment, les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens mis en œuvre par l'exploitant</p> <p>[...] Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an [...]</p> <p>Article 13.10.5.3 de l'AP du 26/10/2020 :          [...] Le P.O.I. définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement exploitant et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. [...]</p>
<b>Constats :</b> Pas de non respect constaté
<p><b>Observations :</b> L'inspection a été réalisée à la suite de l'exercice POI/PPI dont le scénario était : " Feu de chariot dans le bâtiment 12 qui se propage au magasin inerte et menace de se propager en zone pyrotechnique"</p> <p>Lors de l'exercice l'inspectrice a commencé par analyser la situation au poste de garde au regard des fiches réflexes du POI (alerte SDIS +point de rdv, alerte gendarmerie,...)</p> <p>Le poste de garde dispose de caméras pour surveiller l'ensemble du site avec possibilité de zoomer + une alerte par sono + alerte via talkies walkies</p> <p>La salle de crise exploitant a été gréée et l'inspectrice l'a rejointe pour examiner les actions du DOI jusqu'à la demande de déclenchement du PPI (accord pour faire pénétrer SDIS, ordre d'évacuation/confinement, information de la situation à la direction France de MBDA)</p> <p>La salle de crise de l'exploitant est équipée d'écrans qui permettent de suivre la main courante + retour caméras des installations impactées+affichage de plusieurs plans dont un avec les zones d'effets des bâtiments d'intégration</p> <p>L'exploitant a informé correctement les mairies/préfecture/DREAL/SDIS pour le déclenchement du POI</p> <p>Un contact a été établi par audio avec le COD en préfecture dès lors que le PPI a été déclenché (à la demande du DOI)</p> <p>La sirène n'a pas été activée car le feu ne s'est pas propagé à la partie pyrotechnie</p> <p>Le riverain n'a pas été informé eu égard à l'absence de risque vers l'extérieur</p> <p>Un officier des pompiers a participé utilement à la cellule de crise pour faire le lien avec le PC pompiers sur site et le COD</p> <p>Les moyens de défense incendie internes au site (2 lances) ont été correctement déployés par les ESI dans un délai d'environ 30 minutes post déclenchement de l'exercice</p> <p>L'exploitant a pu fournir un état des quantités d'explosifs présentes au droit du bâtiment 12</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Contenu POI

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V a)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contenu du POI
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ; b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ; c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ; d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ; e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ; f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ; g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ; h) Dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site ; i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, « et portant sur les substances toxiques, » les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III « et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients forts sur de grandes distances ». Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023. j) Moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté.</p>
<b>Constats :</b> Pas de non respect constaté
<b>Observations :</b> Le POI reprend tous les items il conviendra en 2023 de compléter avec les dispositions post lubrizol concernant les premiers prélèvements environnementaux
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet